



Thinking Africa

NOTE D'ANALYSE POLITIQUE

LE RWANDA ET L'OUGANDA : ALLIÉS OU RIVAUX ? LE CONTENTIEUX RWANDO-OUGANDAIS SOURCE DE DÉSTABILISATION DE LA RÉGION

par Samia Chabouni

Enseignante-chercheuse à l'université de Jijel (Algérie), Faculté de droit et de sciences politiques et docteurante en relations internationales à l'université d'Alger³ Elle prépare une thèse sur la politique étrangère rwandaise dans la région des Grands Lacs. Contact : samia.chabouni@yahoo.fr

RÉSUMÉ

L'article s'interroge sur la nature des relations entre le Rwanda et l'Ouganda particulièrement depuis la deuxième guerre congolaise, mais aussi sur les raisons qui poussent ces deux puissances régionales à intervenir en République démocratique du Congo. Dans quelle mesure leurs rivalités influent-elles sur la stabilité en RDC ?

Cette note d'analyse s'intéresse plus particulièrement aux motivations de leur activisme en RDC, et surtout à l'impact de leurs interactions sur l'instabilité qui touche l'est du Congo.

Mots-clés : la région des Grands lacs, contentieux rwando-ougandais, bataille de Kisangani, groupes armés en RDC, alliances et contre alliances en Afrique centrale.

ABSTRACT

The article examines the nature of relations between Rwanda and Uganda, particularly since the second Congolese war, but also the reasons why the two regional powers to intervene in the DRC. How their rivalries affect the stability of the Democratic Republic of Congo ?

The aim of this policy analysis is to examine the relations between Rwanda and Uganda, with a particular focus on the motivations of their activism in the DRC, especially the impact of their interactions on the instability that affects Eastern Congo.

Keywords : *Great Lakes region, Ugandan-Rwandan dispute, battle of Kisangani, armed groups in DRC, alliances and against alliances in central Africa.*

Le Rwanda et l'Ouganda sont, d'abord, apparus comme d'indéfectibles alliés, conformément à l'image de leurs dirigeants respectifs, Paul Kagamé et Yoweri Museveni.¹ Les deux leaders se connaissent et s'apprécient depuis longtemps. Ils se sont rencontrés à la fin des années 1970. Paul Kagamé a rejoint le *Front for National Salvation* (FRONASA) créé par Museveni durant son exil en Tanzanie. Il avait été membre fondateur de la *National Resistance Army* (NRA) qui porta Museveni au pouvoir le 26 janvier 1986, après avoir mené une guérilla contre le régime d'Idi Amine Dada, puis contre son successeur Milton Obote. La collaboration de Kagamé et son rôle dans la quête du

pouvoir de Museveni ont été décisifs. En échange, il a pu acquérir des postes importants au sein de son gouvernement constitué, après sa prise du pouvoir, de 20 à 25 % d'effectifs Banyarwanda. Kagamé a été promu major, puis directeur adjoint des renseignements militaires². Suite aux pressions exercées sur Museveni par des membres de la NRA, craignant que la sécurité du pays soit menacée par la présence d'étrangers, en particulier de Rwandais, à des postes-clés du gouvernement et de l'armée, il prit la décision en 1990 d'envoyer Kagamé suivre une formation au Kansas (États-Unis). À son retour, il le plaça à la tête du Front patriotique rwandais (FPR) après la mort mystérieuse de Fred Rwigema, fondateur de ce mouvement qui a mené sa première offensive en territoire rwandais en octobre 1990.

Si le régime ougandais s'est engagé à soutenir les forces de l'Armée patriotique rwandaise (APR), le bras armé du FPR, c'est parce que Museveni voulait, d'une part, provoquer la chute du régime politique de Kigali (Hutu) et, d'une autre part, mettre fin à la présence des réfugiés rwandais trop nombreux à cette époque au sud de l'Ouganda. Non seulement le soutien de Museveni a été d'une importance capitale pour mettre le FPR à la tête du pouvoir au Rwanda, mais aussi, pour se poser en allié privilégié de Kagamé au cours des conflits régionaux qui s'ensuivirent. Arrivé au pouvoir, ce dernier s'assure du soutien de l'Ouganda dans l'opération qu'il souhaite mener en automne 1996 contre les camps de réfugiés rwandais au Kivu³, opération qui va débiter la première congolaise et entraîner le renversement de Mobutu. Mais c'est surtout à partir de la deuxième guerre congolaise, débutée en août 1998, que va commencer à s'approfondir le fossé entre les deux hommes⁴.

L'Ouganda et le Rwanda ont tous deux mis en œuvre des stratégies inspirées d'un réflexe sécuritaire, y compris, comme le fait remarquer Olivier Lanotte, «le droit de poursuite» pour justifier l'intervention de ses troupes au Zaïre⁵. En effet, des groupes armés originaires de ces deux pays, notamment les anciennes forces gouvernementales rwandaises et des factions opposants ougandais, étaient basés dans l'est du pays (Kivu et Ituri) et menaient régulièrement des attaques de l'autre côté des

1. Bernard Leloup, «Rwanda-Ouganda chronique d'une guerre annoncée?», dans F. Reyntjens et S. Marysse (Eds) *l'Afrique des Grands Lacs. Annuaire des Grands lacs 1999-2000*, Anvers, Mars 2000, p. 127.

2. Bernard Leloup, «Le Rwanda et ses voisins activisme militaire et ambitions régionales», *Afrique contemporaine*. De Boeck université, n° 215, mars 2005, p. 73.

3. Bernard Leloup, «Rwanda-Ouganda chronique d'une guerre annoncée?», *op. cit.*, p. 128.

4. Arnaud Zacharie et François Janne d'Othée, *l'Afrique centrale dix ans après le génocide*. Ed Labor, Bruxelles, 2004, p. 48.

5. Olivier Lanotte, *République démocratique du Congo Guerre sans frontières*. Ed GRIP, Bruxelles, 2003, p. 166.

frontières. La volonté de mettre fin à cette menace est un des principaux facteurs ayant justifié l'intervention de l'APR et de l'armée ougandaise, l'*Uganda People's Defence Force* (UPDF) aux côtés des opposants armés congolais regroupés dans l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL), dirigés par Laurent Désiré Kabila.

Une fois Mobutu renversé, Kabila a de plus en plus mal supporté l'omniprésence rwandaise dans son pays. Lorsqu'il annonça, en 1998, la fin de la coopération militaire avec le Rwanda et l'expulsion des forces de l'APR du Congo, Kigali le ressent comme une marque d'ingratitude et surtout comme la perte d'une mainmise sur le principal pays d'Afrique centrale. Bientôt imité par Kampala, le Rwanda envahit, le 2 août 1998, une deuxième fois le Congo en se camouflant derrière de nouveaux mouvements rebelles, et toujours en arguant de préoccupations sécuritaires à leurs frontières.

En fait, derrière l'ouverture des hostilités se situent des divergences de vue profondes entre le président Kabila et ses mentors rwandais et ougandais à propos des accords de Lemera conclus en octobre 1996. Les Congolais sont intimement convaincus qu'une clause secrète de ces arrangements prévoyait la cession du Kivu au Rwanda et à l'Ouganda⁶. Donc, aux yeux de certains observateurs, l'ingérence de Kigali et Kampala au Congo s'explique par la thèse de l'impérialisme tutsi, selon la théorie du complot développée par les activistes hutu rwandais et les services secrets français⁷.

Bien qu'ayant jeté tout leur poids derrière la rébellion contre Laurent Kabila, cette guerre ne s'est pas passée comme prévoyait le Rwanda et l'Ouganda, car ni l'un ni l'autre n'avait anticipé sa dimension continentale, au point d'être qualifiée de «première guerre continentale» africaine. En effet, plusieurs pays africains, dont l'Angola et le Zimbabwe, envoient des troupes pour soutenir l'armée congolaise et empêcher les troupes rwando-ougandaises de progresser vers les grandes villes de Kinshasa et de Lubumbashi.

C'est dans ce cadre que les rivalités rwando-ougandaise s'affirment de plus en plus nettes. D'abord le problème de sécurité aussi aigu pour Kampala que pour Kigali, les groupes armés ougandais opérant dans l'est du Congo, principalement en Ituri, étant bien plus marginaux que les milices hutu rwandaises réfugiées au Kivu. Ensuite, outre les désaccords sur les stratégies à adopter, l'entente aux dépens de la souveraineté congolaise masque une véritable dispute autour du contrôle des ressources de ce pays. C'est ainsi que les troupes ougandaises et rwandaises se battent à trois reprises en 1999 et 2000 à Kisangani, la ville diamantifère en plein cœur du Congo, et soutiendront des factions rebelles rivales qui ne feront qu'envenimer et complexifier le conflit⁸.

Les divergences croissantes entre les deux présidents se sont à plusieurs reprises exprimées violemment après les affrontements que les alliés d'hier se sont livrés en territoire congolais⁹. En effet, cette brouille entre les deux présidents a transformé le père spirituel du FPR, Yoweri Museveni, en parrain alternatif de l'opposition rwandaise. Depuis 1999, Kampala est devenu le refuge privilégié des déserteurs de l'Armée Patriotique Rwandaise (APR) et le passage obligé des hommes politiques fuyant Kigali, trouvant soutien et réconfort chez l'ancien grand frère, trop heureux d'entretenir la paranoïa sécuritaire du Rwanda¹⁰. Mais l'Ouganda va encore plus loin que ça, au point de mettre le Rwanda sur la liste des pays hostiles à l'Ouganda au mois de mars 2001.¹¹

Il est clair, en rétrospective, qu'une guerre larvée commençait entre ces deux pays suite à de telles mesures. D'un côté l'Ouganda accusait le Rwanda de financer la campagne électorale de l'opposition en mars 2001, en soutenant l'adversaire de Museveni, et d'autre part le Rwanda accusait l'Ouganda non seulement d'héberger des éléments hostiles au Rwanda, mais aussi de les mobiliser et de leur fournir un entraînement dans le but de déstabiliser ce pays.

Le Rwanda a certainement une volonté de s'émanciper définitivement de son ex-parrain, étant donné que, dans sa politique régionale, l'homme fort du Rwanda souhaite aller plus loin que la sécurisation de ses frontières. Kagamé aspire à un leadership régional tout en se posant en rival de son voisin. Depuis la bataille de Kisangani, son rôle de leader s'affirme : il prend seul l'initiative et la direction des opérations, et s'affranchit de toute dépendance vis-à-vis de l'Ouganda¹². Ce qui n'est pas sans provoquer de graves tensions entre les deux hommes.

Le Rwanda a certainement une volonté de s'émanciper définitivement de son ex-parrain, étant donné que, dans sa politique régionale, l'homme fort du Rwanda souhaite aller plus loin que la sécurisation de ses frontières. Kagamé aspire à un leadership régional tout en se posant en rival de son voisin. Depuis la bataille de Kisangani, son rôle de leader s'affirme : il prend seul l'initiative et la direction des opérations, et s'affranchit de toute dépendance vis-à-vis de l'Ouganda¹². Ce qui n'est pas sans provoquer de graves tensions entre les deux hommes.

8. Arnaud Zacharie et François Janne d'Othée, *op. cit.*, p. 48.

9. Bernard Leloup, «Le Rwanda dans la géopolitique régionale». Dans Felip Reyntjens et S. Marysse (Eds) *l'Afrique des Grands Lacs. Annuaire des Grands lacs 2000-2001*. L'Harmattan, Anvers, p. 86.

10. Rapport d'ICG, «Fin de transition au Rwanda : une libéralisation politique nécessaire». International crisis Group., *Rapport Afrique*, n° 53, 13 novembre 2012, p. 3. Disponible sur : <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/africa/central-africa/rwanda/French%20translations/Rwanda%20at%20the%20End%20of%20the%20Transition%20A%20Necessary%20Political%20Liberalisation%20French.pdf>

11. Bernard Leloup, «Le Rwanda dans la géopolitique régionale», *op. cit.*, p. 86.

12. Bernard Leloup, «le Rwanda et ses voisins activisme militaire et ambitions régionales», p. 75.

6. Olivier Lanotte, *op. cit.*, p. 98.

7. *Ibid.*, p. 167.

Les Britanniques, généreux partenaires des deux pays, ont tout mis œuvre pour mettre fin à cette dispute (2000-2002)¹³. Malgré cette médiation le contentieux reste latent. Leurs interventions en RDC, si l'on excepte l'enjeu et la captation des richesses, sont un moyen d'affirmer leur leadership régional. Au vu de ces divergences, on comprend mieux pourquoi celles-ci sont susceptibles d'engendrer des ondes de choc meurtrières dans toute la région, et plus particulièrement au Congo, devenu leur terrain d'affrontement.

Malgré tout ça, leurs intérêts convergent dans le sens où leurs objectifs géoéconomiques et stratégico-sécuritaires se déterminent de plus en plus en RDC, de sorte qu'ils s'impliquent tous les deux dans les conflits qui secouent ce pays vulnérable. Que ce soit à travers l'intervention directe de leurs armées ou indirectement à travers les groupes armés qu'ils arment et financent. Ce processus est facilité par la déliquescence croissante du pouvoir de Kinshasa et sa perte de contrôle sur ses provinces périphériques¹⁴. C'est d'abord une logique sécuritaire qui a justifié leur transgression frontalière. Mais, ce justificatif a de moins en moins de crédibilité et de légitimité, au contraire il vient sans doute masquer leurs appétits prédateurs. Sinon, pourquoi violent-ils les droits de l'homme en soutenant les rébellions et les groupes armés à l'est du Congo ?

Plusieurs rapports d'experts mandatés par le Nations unis sur la RDC ont bien confirmé cela. Les motifs économiques ont toujours été au cœur des interventions rwandaise et ougandaise en République démocratique du Congo. Donc les explications économiques paraissent plus crédibles dans le sens où leur présence militaire à l'est du Congo est apparue comme au service du commerce illicite et le pillage des ressources naturelles. Pendant qu'ils occupaient le pays, l'Ouganda comme le Rwanda ont pillé systématiquement les richesses de la RDC : minerais, produits agricoles, forestiers, bétail...

Malgré leur retrait du Congo, effectué en 2002 par l'APR et en 2003 par l'UPDF, les deux pays ont continué à tirer d'énormes bénéfices financiers du Congo par le biais de la contrebande de minerais et en soutenant la formation et le développement de groupes armés. Ce fut surtout le cas du Rwanda, qui a, de 2004 à 2009, offert son soutien au général Laurent Nkunda, dirigeant rebelle durant l'occupation rwandaise, puis intégré dans les Forces armées de RDC (FARDC) dont il déserta dès 2004 pour lancer une attaque sur Bukavu, chef-lieu du Sud-Kivu. Deux ans plus tard, il fonda le Conseil national pour la défense du peuple (CNDP) et

tenta de s'emparer de Goma, chef-lieu du Nord-Kivu. Après une nouvelle attaque sur Goma fin 2008, il fut mis à l'écart, au début 2009, suite à un accord entre Kagamé et Joseph Kabila, qui avait succédé à son père, assassiné en 2001, à la tête de l'État congolais. Ce fut donc son remplaçant, Bosco Ntaganda, un criminel de guerre recherché par la justice internationale, qui intégra le CNDP dans les FARDC. Lorsque l'Occident intensifia ses pressions sur le président Kabila pour qu'il soit arrêté et extradé, Ntaganda déserta et fonda un nouveau groupe armé, le Mouvement du 23 mars (M23), massivement soutenu par le Rwanda, mais également par l'Ouganda.

Depuis la médiation des Britanniques, on a constaté une accalmie dans les relations rwando-ougandaises, avec de régulières visites réciproques de leurs leaders. Mais les querelles subsistent, notamment à travers la continuité des accusations mutuelles et successives à propos du soutien des opposants réciproques. Dans un paysage politique rwandais caractérisé par une émergence d'une opposition interne au FPR, l'Ouganda a exploité les divisions apparues au sein du parti au pouvoir durant la période préélectorale de 2010 pour appuyer, au moins passivement, les forces opposées à Kagamé, rouvrant ainsi un contentieux rwando-ougandais provisoirement clos dans la première moitié des années 2000, comme le souligne Filip Reyntjens.¹⁵ D'après le conseiller rwandais Jean Paul Kimonyo¹⁶, c'est surtout la partie ougandaise qui a promu des opposants rwandais dont, notamment Kayumba Nyamwaza et Patrick Karegeya. Cependant, en 2011, il y a eu de longues visites réciproques et un véritable rapprochement. Il ajoute qu'en 2012 les deux présidents ont décidé de faire la paix et il n'y aurait, selon lui, plus de divergences entre les deux pays.

Cependant, malgré tous les accords signés, depuis l'accord de cessez-le-feu de Lusaka (juillet 1999) jusqu'à l'accord-cadre d'Addis Abeba (février 2013), l'instabilité demeure la principale caractéristique de la région, en particulier l'est de la RDC.

Depuis avril 2012, l'est du Congo a été confronté à de nouveaux troubles, avec l'apparition du M23. Son but initial était de « ranimer » un accord de paix signé le 23 mars 2009 entre le gouvernement congolais et le CNDP¹⁷. Les revendications de ce groupe, affirmant d'abord vouloir faire appliquer correctement et inté-

13. Arnaud Zacharie et François Janne d'Othée, *op. cit.*, p. 48.

14. Bernard Calas, « Nouvelles » (?) Géopolitiques ougandaises », *L'Afrique politique*. Karthala, 2001. p. 154.

15. Filip Reyntjens, « chronique politique du Rwanda, 2010-2011 ». Dans Filip Reyntjens et S. Marysse (Eds) *l'Afrique des Grands Lacs. Annuaire des Grands lacs 2010-2011* ; l'Harmattan, Anvers, p. 247.

16. Conseiller à la présidence, entretien entamé le 11 mars 2013, via Gtalk.

17. Rapport IPIS, « cartographie des motivations derrière les conflits : le M23 ». Ed IPIS, Anvers novembre 2012, p. 7,

généralement cet accord, ont progressivement changé. Lors de la prise de Goma, le 20 novembre 2012, sans grande opposition des forces de RDC (FARDC), il affirmait vouloir prendre Kinshasa et renverser Joseph Kabila¹⁸. Si le M23 a connu des succès sur le terrain, c'est grâce au soutien militaire et logistique offert par le Rwanda et l'Ouganda, soutien documenté par les rapports d'experts de l'ONU. Ces deux pays ont donc à nouveau été accusés de soutenir les rebelles du M23, bien qu'ils le démentent.

Paul Kagamé a déclaré que l'implication du Rwanda pour la résolution du conflit congolais était sans égal, tandis que le gouvernement ougandais s'empressait de se positionner dans le rôle de médiateur pacifique, abritant à partir du 9 décembre 2012 à Kampala, des pourparlers de paix entre le gouvernement congolais et le M23, sous l'égide de la conférence internationale de la région des Grands Lacs (CIRGL). Il semble donc que Kampala, avec l'accord de Kinshasa, a pris le rôle de « médiateur neutre » dans le conflit, laissant à Kigali le soin d'apparaître comme le « parrain » du M23.

Outre les pourparlers M23-Kinshasa tenus à Kampala, un accord impliquant onze pays du centre, de l'est et du sud de l'Afrique a été signé le 24 février 2013 à Addis-Abeba. Les signataires s'engagent « à ne pas tolérer ni porter assistance ou soutien à aucune forme de groupes armés » en RDC¹⁹. Reste à voir si le Rwanda et l'Ouganda le respecteront en cessant tout soutien à ce groupe si actif. Seule l'évolution de la situation dans la région nous le dira suite à l'accord d'Addis-Abeba, le M23 connaît une crise de leadership en son sein et s'est divisé en deux factions qui se sont durement affrontées. Il est probable que cette division soit due à la rivalité entre le Rwanda et l'Ouganda, une faction (celle dirigée par Sultan Mukenga) étant soutenue par l'Ouganda et l'autre (dirigée par Ntaganda) étant soutenue par le Rwanda, mais cela reste à prouver.

RECOMMANDATIONS

Afin d'instaurer la paix dans la région des Grands Lacs, mais surtout mettre fin à tout affrontement violent en RDC, il est très important de comprendre le contentieux rwando-ougandais qui représente un fac-

disponible sur : http://www.ipisresearch.be/publications_detail.php?id=397&lang=en

18. Georges Berghezan, « réformes de l'armée congolaise : travail d'Hercule ou mythe de Sisyphe ? ». *Les Nouvelles du grip*. GRIP, N° 4, Décembre 2012, p. 4, disponible sur : http://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOUVELLES_DU_GRIP/2012/ndg-2012-4site.pdf

19. « ONU-RDC : quel accord de paix pour les Grands Lacs ? », *Jeune Afrique*, 25 février, 2013. disponible sur : <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20130225092221/>

teur dans l'analyse de la crise que traverse la région des Grands lacs et d'essayer de résoudre le différend qui existe entre ces deux pays, tout en assurant la sécurité du Congo. Cela passe par le rétablissement, en RDC, d'un État fort capable d'assurer ses fonctions régaliennes. Il est vrai que la tâche n'est pas simple et exige un autre débat sur l'État en Afrique. En outre, les deux voisins doivent trouver des solutions plus pacifiques et cesser de brandir des arguments sécuritaires sur la soi-disant menace que feraient planer sur eux l'existence de groupes armés basés au Congo. À l'exception d'une attaque par une dizaine de membres des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), rebelles rwandais basés en RDC qui aurait eu lieu en territoire rwandais fin novembre 2012, cela fait plusieurs années qu'aucune milice ougandaise ou rwandaise ne s'est infiltrée dans ces deux pays. En outre, plusieurs sources ont fait état d'une alliance entre Hutu rwandais du FDLR et leurs supposés ennemis acharnés du M23, dirigé par des Tutsi congolais²⁰.

On conclut que le contentieux rwando-ougandais constitue un enjeu majeur dans la construction de la paix en Afrique centrale. Certes, il ne représente pas la seule source de l'instabilité dans la région, mais constitue un facteur d'intensification des conflits en Afrique des Grands Lacs. Il suffit d'une étincelle pour précipiter le chaos dans cette partie du monde, et même sans affrontement direct entre l'Ouganda et le Rwanda, leur tutelle sur divers facteurs infra-étatique de tous genres (rebelles, seigneur de guerre, affairistes...) continue d'affaiblir l'État congolais et de propager la misère et l'insécurité. Pour ces raisons, le Rwanda et l'Ouganda devraient immédiatement arrêter leur course folle au Congo et brider l'égoïsme national de leurs dirigeants.

À LIRE

Bernard Leloup, « le Rwanda et ses voisins : Activisme militaire et ambitions régionales ». *Afrique contemporaine*. De Boeck université, n° 215, mars 2005.

Bernard Leloup, « Rwanda-Ouganda : Chronique d'une guerre annoncée ? » *l'Afrique des Grands Lacs*. Annuaire 1999-2000, vol. 4, Anvers, 2000.

Filip Reyntjens, *La guerre des Grands Lacs alliances mouvantes et conflits extraterritoriaux en Afrique centrale*, L'Harmattan, Anvers, 1999.

René Lemarchand, *The Dynamics of violence in Central Africa*. Philadelphia, university of Pennsylvania press, (USA), 2009.

20. Le Rwanda attaqué par les FDLR ?, *La Libre Belgique* du 2/12/12, citant AFP.